

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/31630]

23 NOVEMBRE 2017. — Ordonnance effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Adaptations techniques*

Art. 2. Dans l'article 251 du Code des impôts sur les revenus 1992, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Art. 3. L'article 255, alinéa 2, du même Code, est remplacé par ce qui suit :

« Ce taux est ramené à 0,8 p.c. pour les habitations appartenant à la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale ou aux sociétés agréées par elle, pour les propriétés louées comme habitations sociales et appartenant aux centres publics d'action sociale et aux communes, pour les propriétés du Fonds du Logement des Familles de la Région de Bruxelles-Capitale qui sont louées dans le cadre de ses opérations d'aide locative et de location-vente.

Pour les parties d'immeubles et immeubles mis en location par les agences immobilières sociales et situés en Région de Bruxelles-Capitale, ce taux est ramené à 0 p.c.

Chaque agence immobilière sociale communique, avant le 1^{er} juin de l'exercice d'imposition concerné, au service désigné par le Gouvernement, la liste des immeubles ou parties d'immeubles mis en location par ses soins en Région de Bruxelles-Capitale.

À défaut, le propriétaire concerné est en droit d'apporter la preuve de l'existence d'un contrat avec l'agence immobilière sociale.

Si l'agence immobilière sociale ne communique pas la liste précitée dans le délai prévu, le service désigné par le Gouvernement mettra en demeure celle-ci de communiquer la liste. ».

Art. 4. L'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 novembre 1992 fixant le taux du précompte immobilier pour certaines sociétés de logement de la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par l'ordonnance du 12 février 2009, est abrogée.

CHAPITRE 3. — *Modifications de fond*Section 1^{re} – *Exonérations*

Art. 5. Dans l'article 2 de l'ordonnance du 22 décembre 1994 relative au précompte immobilier, les mots « l'article 253 du Code des impôts sur les revenus 1992 » sont remplacés par les mots « l'article 253, 3^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 ».

Section 2. — *Réductions*

Art. 6. L'article 257 du Code des impôts sur les revenus 1992 est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. À la demande de l'intéressé, les réductions suivantes lui sont accordées.

§ 2. Une réduction de 25 p.c. du précompte immobilier afférent à l'habitation dans laquelle le contribuable est domicilié, désignée dans le Registre national, et sur laquelle il ou elle est titulaire d'un droit réel lorsque cette habitation :

a) est sise en Région de Bruxelles-Capitale ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/31630]

23 NOVEMBER 2017. — Ordonnantie houdende wetgevende aanpassingen met het oog op de overname van de dienst onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Technische aanpassingen*

Art. 2. In artikel 251 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 wordt het woord « Koning » vervangen door de woorden « Brusselse Hoofdstedelijke Regering ».

Art. 3. Artikel 255, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

« Zij bedraagt 0,8 pct. voor de woningen die toebehoren aan de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of aan de door haar erkende maatschappijen, voor de eigendommen die als sociale woningen worden verhuurd en aan openbare centra voor maatschappelijk welzijn of aan gemeenten toebehoren, voor de eigendommen van het Woningfonds van de Gezinnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die worden verhuurd in het kader van de acties ervan voor steun aan huurders en bij huurkoop.

Voor de delen van de gebouwen of de gebouwen die te huur worden gesteld door de sociale verhuurkantoren die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigd zijn, wordt dat percentage teruggebracht tot 0 pct.

Ieder sociaal verhuurkantoor bezorgt, vóór 1 juni van het betrokken aanslagjaar, aan de door de Regering aangewezen dienst de lijst met de gebouwen of delen van gebouwen die het in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te huur stelt.

Bij ontstentenis, heeft de betrokken eigenaar het recht om het bewijs van het bestaan van een overeenkomst met het sociaal verhuurkantoor te leveren.

Indien het sociaal verhuurkantoor voormelde lijst niet binnen de voorziene termijn bezorgt, zal de door de Regering aangewezen dienst het aanmanen om de lijst te bezorgen. ».

Art. 4. De ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 12 november 1992 tot vaststelling van het percentage van de onroerende voorheffing voor bepaalde huisvestingsmaatschappijen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de ordonnantie van 12 februari 2009, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Aanpassingen ten gronde*Afdeling 1. — *Vrijstellingen*

Art. 5. In artikel 2 van de ordonnantie van 22 december 1994 betreffende de onroerende voorheffing worden de woorden « artikel 253 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 » vervangen door de woorden « artikel 253, 3^o, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 ».

Afdeling 2. — *Verminderingen*

Art. 6. Artikel 257 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Op aanvraag van de belanghebbende, worden volgende verminderingen verleend.

§ 2. Een vermindering van 25 pct. van de onroerende voorheffing voor de woning waarin de belastingplichtige gedomicilieerd is, zoals opgenomen in het Rijksregister, en waarvan hij of zij houder is van een zakelijk recht, wanneer deze woning :

a) gelegen is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

b) est le seul bien immeuble en Région de Bruxelles-Capitale, sur lequel le contribuable détient un droit réel, tel que visé à l'article 251. Ne sera toutefois pas considéré comme un immeuble distinct tout bien immobilier sis en Région de Bruxelles-Capitale dont le contribuable démontre qu'il fait partie de son habitation ou en est l'accessoire habituel ou indispensable ;

c) a un revenu cadastral non indexé n'excédant pas 745 euros, en ce compris le revenu cadastral des biens sis en Région de Bruxelles-Capitale dont le contribuable prouve qu'il fait partie de son habitation ou en est l'accessoire habituel ou indispensable.

Il ne sera pas tenu compte du matériel et de l'outillage visés à l'article 471 pour le calcul de ce seuil des 745 euros.

La réduction visée à l'alinéa 1^{er} est portée à 50 p.c. pour une période de 5 ans prenant cours la première année pour laquelle le précompte immobilier est dû, pour autant qu'il s'agisse d'une habitation que le contribuable a fait construire ou a achetée à l'état neuf, sans avoir bénéficié d'une prime à la construction ou à l'achat prévue par la législation en la matière.

§ 3. Une réduction de 20 p.c. du précompte immobilier afférent à l'habitation dans laquelle est domicilié un grand invalide de la guerre admis au bénéfice de la loi du 13 mai 1929 ou de l'article 13 des lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948, ou une personne handicapée au sens de l'article 135, alinéa 1^{er}, 1°.

§ 4. Une réduction du précompte immobilier afférent à l'habitation dans laquelle sont domiciliés les membres d'un ménage. Le terme ménage doit être compris comme l'ensemble des personnes qui, conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, 9°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, composent un ménage. Ce ménage compte au moins une personne handicapée au sens de l'article 135, alinéa 1^{er}, ou deux enfants, si les enfants sont dans les conditions pour ouvrir le droit aux allocations familiales.

Pour l'application de l'alinéa précédent, un enfant militaire, résistant, prisonnier politique ou victime civile de la guerre, décédé ou disparu pendant les campagnes de 1914-1918 ou 1940-1945, est compté comme s'il était encore en vie et dans les conditions pour ouvrir le droit aux allocations familiales.

Cette réduction est égale à 10 p.c. pour chaque enfant du ménage qui entre dans les conditions pour ouvrir le droit aux allocations familiales. Le pourcentage de la réduction est porté à 20 p.c. pour chaque enfant handicapé au sens de l'article 135, alinéa 1^{er}, 2°.

Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2, un enfant est présumé faire partie du ménage du parent qui a le même domicile que lui.

Par dérogation à l'alinéa précédent, chacun des parents a droit pour cet enfant à une réduction proportionnelle au temps pendant lequel il héberge l'enfant si les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

a) le parent en fait la demande au plus tard le 31 mars de l'année dont le millésime désigne l'exercice d'imposition au précompte immobilier ;

b) le parent qui en fait la demande est domicilié sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

c) il est établi que l'enfant est hébergé une partie du temps par chacun de ses parents séparés ou ayant chacun un domicile différent.

§ 5. Une réduction du précompte immobilier afférent aux biens qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

1° tout bien relevant du patrimoine immobilier classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde en tout ou en partie, au sens que le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire donne à ces notions ;

b) het enige onroerend goed in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is waarop de belastingplichtige een zakelijk recht houdt, zoals bedoeld in artikel 251. Zal evenwel niet worden beschouwd als een afzonderlijk onroerend goed, ieder onroerend goed gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarvan de belastingplichtige aantoont dat het deel uitmaakt van diens woning of er de gewone of onontbeerlijke aanvulling van vormt ;

c) een niet-geïndexeerd kadastraal inkomen heeft dat niet meer bedraagt dan 745 euro, inclusief het kadastraal inkomen van de goederen gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarvan de belastingplichtige aantoont dat ze deel uitmaken van voormelde woning of er de gewone of onontbeerlijke aanvulling van vormen.

Er wordt geen rekening gehouden met het materieel en outillage bedoeld in artikel 471 voor de berekening van de drempel van 745 euro.

De vermindering bedoeld in het eerste lid wordt op 50 pct gebracht voor een tijdperk van 5 jaar dat aanvangt met het eerste jaar waarvoor de onroerende voorheffing is verschuldigd, voor zover het een woning betreft die de belastingplichtige heeft doen bouwen of nieuwgebouwd heeft aangekocht, zonder het voordeel van een in de desbetreffende wetgeving bepaalde bouw- of aankooppremie.

§ 3. Een vermindering van 20 pct. van de onroerende voorheffing voor de woning waarin een groot-oorlogsverminkte die geniet van het voordeel van de wet van 13 mei 1929 of van artikel 13 van de wetten op de vergoedingspensioenen, gecoördineerd op 5 oktober 1948, of een gehandicapte persoon in de zin van artikel 135, eerste lid, 1°, gedomicilieerd is.

§ 4. Een vermindering van de onroerende voorheffing voor de woning waarin de leden van een gezin gedomicilieerd zijn. Onder gezin wordt begrepen, het geheel van de personen die, overeenkomstig artikel 3, eerste lid, 9°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, deel uitmaken van eenzelfde gezin. Het gezin bestaat hierbij uit ten minste één gehandicapte persoon in de zin van artikel 135, eerste lid, of uit twee kinderen, indien de kinderen aan de voorwaarden voldoen om het recht op kinderbijslag te openen.

Voor de toepassing van het vorige lid, wordt een kind dat gedurende de veldtochten 1914-1918 of 1940-1945 als militair, weerstander, politiek gevangene of burgerlijk oorlogsslachtoffer overleden of vermist is, meegerekend alsof het levend was en aan de voorwaarden voldeed om het recht op kinderbijslag te openen.

Deze vermindering is gelijk aan 10 pct. voor elk kind van het gezin dat aan de voorwaarden voldoet om het recht op kinderbijslag te openen. Het percentage van de vermindering wordt gebracht op 20 pct. voor elk gehandicapt kind in de zin van artikel 135, eerste lid, 2°.

Voor de toepassing van het eerste en het tweede lid, wordt een kind vermoed deel uit te maken van het gezin van de ouder die hetzelfde domicile als het kind heeft.

In afwijking van het vorige lid, heeft elk van de ouders recht op een proportionele vermindering voor dit kind afhankelijk van de periode gedurende welke die ouder het kind huisvest indien de volgende voorwaarden cumulatief zijn vervuld :

a) de ouder doet hiervoor de aanvraag ten laatste op 31 maart van het jaar waarnaar het aanslagjaar van de onroerende voorheffing wordt genoemd ;

b) de ouder die hiervoor de aanvraag doet, is gedomicilieerd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

c) er wordt aangetoond dat het kind gedeeltelijk wordt gehuisvest bij elk van zijn ouders die gescheiden zijn of die elk een verschillend domicile hebben.

§ 5. Een vermindering van de onroerende voorheffing voor de goederen die aan volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

1° elk goed behorend tot het onroerend erfgoed dat volledig of deels beschermd of ingeschreven is op de bewaarljst, in de zin van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening dat deze begrippen invult ;

2° être principalement utilisé comme logement et ne pas être donné en location, ou être exclusivement utilisé comme équipement scolaire, culturel, sportif, social, de santé, de cultes reconnus ou de morale laïque.

Cette réduction est de :

a) 25 p.c. si leur façade est classée ou inscrite sur la liste de sauvegarde ;

b) 50 p.c. si leur intérieur ou leur jardin est classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde, en tout ou en partie ;

c) 100 p.c. s'ils sont classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde en totalité.

Pour pouvoir bénéficier de la réduction visée aux b) et c) de l'alinéa précédent, le bien concerné doit faire l'objet d'une convention conclue avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Cette convention prévoit son accessibilité au public, à l'occasion de manifestations publiques, à concurrence d'un jour minimum et de dix jours maximum par an à déterminer par arrêté du Gouvernement.

Cette réduction ne prend cours qu'à compter de la notification de l'arrêté inscrivant le bien sur la liste de sauvegarde ou le classant et, le cas échéant, de la conclusion de la convention d'accessibilité au public. ».

Art. 7. L'article 258 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Les réductions prévues à l'article 257 s'apprécient eu égard à la situation existant au 1^{er} janvier de l'année dont le millésime désigne l'exercice d'imposition au précompte immobilier. Ces réductions peuvent être cumulées. ».

Art. 8. L'article 259 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Les réductions prévues à l'article 257, §§ 3 et 4, sont déductibles du loyer, nonobstant toute convention contraire ; elles ne sont pas applicables à la partie de l'habitation ou de l'immeuble occupé par des personnes ne faisant pas partie du ménage du grand invalide de guerre, ou handicapé intéressé ou du ménage défini à l'article 257, § 4. ».

Art. 9. Dans l'article 260 du même Code, les mots « l'article 257, 1° » sont remplacés par les mots « l'article 257, § 2 ».

Art. 10. Dans le même Code, il est inséré un article 260/1, rédigé comme suit :

« Art. 260/1. – L'accomplissement des conditions d'obtention d'une exonération ou d'une réduction en matière de précompte immobilier n'empêche pas de bénéficier d'une autre réduction ou exonération en matière de précompte immobilier, si les conditions légales en sont remplies. ».

CHAPITRE 4. — Modifications suite à la coordination des dispositions du précompte immobilier dans les autres textes légaux et adaptation de la législation à la jurisprudence dominante

Art. 11. L'ordonnance du 22 décembre 1994 relative au précompte immobilier, modifiée par l'ordonnance du 18 décembre 2015, est abrogée.

L'article 298 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire du 9 avril 2004, modifié par l'ordonnance du 14 mai 2009 et par l'ordonnance du 15 mars 2013, est abrogé.

Art. 12. Dans le Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 253 est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les exonérations prévues par les paragraphes 2 à 7 ne sont accordées que si l'occupant a affecté sans but de lucre le bien immobilier ou la partie de bien immobilier en question.

Dans l'application de l'alinéa précédent, les sociétés commerciales, à l'exception des sociétés à finalité sociale, sont présumées, jusqu'à preuve contraire, poursuivre un but de lucre.

2° hoofdzakelijk worden gebruikt als woning en niet worden verhuurd, of uitsluitend worden gebruikt als voorziening inzake scholen, cultuur, sport, sociale aangelegenheden, gezondheid, erkende erediensdiensten of lekenmoraal.

Deze vermindering bedraagt :

a) 25 pct. indien hun gevel beschermd of op de bewaarlijst opgenomen is ;

b) 50 pct. indien hun interieur of hun tuin beschermd is of geheel of gedeeltelijk staat opgenomen op de bewaarlijst ;

c) 100 pct. als ze in hun geheel beschermd zijn of opgenomen op de bewaarlijst.

Om van de vermindering bedoeld onder b) en c) van het vorige lid te kunnen genieten, moet voor het betrokken goed een overeenkomst met de Brusselse Hoofdstedelijke Regering worden gesloten. In deze overeenkomst, moet er worden voorzien in de toegankelijkheid voor het publiek, naar aanleiding van openbare feestelijkheden, gedurende minimum één dag en maximum tien dagen per jaar, bij regeringsbesluit te bepalen.

Deze vermindering wordt pas van kracht vanaf de kennisgeving van het besluit waarmee het goed op de bewaarlijst wordt ingeschreven of beschermd en, in voorkomend geval, vanaf het sluiten van de overeenkomst betreffende de toegankelijkheid voor het publiek. ».

Art. 7. Artikel 258 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« De verminderingen ingevolge artikel 257 worden beoordeeld naar de toestand op 1 januari van het jaar waarnaar het aanslagjaar van de onroerende voorheffing wordt genoemd. Deze verminderingen mogen worden samengevoegd. ».

Art. 8. Artikel 259 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« De verminderingen ingevolge artikel 257, §§ 3 en 4, zijn van de huur aftrekbaar niettegenstaande elk hiermee strijdig beding ; zij zijn niet van toepassing op het gedeelte van de woning of van het onroerend goed dat wordt bewoond door personen die niet tot het gezin van de betrokken grootoorlogsverminkte of gehandicapte of het in artikel 257, § 4, omschreven gezin behoren. ».

Art. 9. In artikel 260 van de hetzelfde Wetboek, worden de woorden « artikel 257, 1° » vervangen door de woorden « artikel 257, § 2 ».

Art. 10. In hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 260/1 ingevoegd, luidend :

« Art. 260/1. – De vervulling van de voorwaarden om een vermindering of vrijstelling van de onroerende voorheffing te bekomen, verhindert niet dat er een andere vermindering of vrijstelling van onroerende voorheffing toepassing vindt, indien de desbetreffende voorwaarden daartoe vervuld zijn. ».

HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen voortvloeiend uit de coördinatie van de bepalingen inzake onroerende voorheffing in andere wetgeving en aanpassing van de wetgeving aan de heersende rechtspraak

Art. 11. De ordonnantie van 22 december 1994 betreffende de onroerende voorheffing, gewijzigd door de ordonnantie van 18 december 2015, wordt opgeheven.

Artikel 298 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004, gewijzigd door de ordonnantie van 14 mei 2009 en door de ordonnantie van 15 maart 2013, wordt opgeheven.

Art. 12. In het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, wordt artikel 253 vervangen als volgt :

« § 1. De vrijstellingen waarin voorzien in de paragrafen 2 tot en met 7 worden enkel toegekend als de gebruiker het onroerend goed of het gedeelte van het onroerend goed in kwestie zonder winst oogmerk heeft bestemd.

Bij de toepassing van het vorige lid, worden handelsvennootschappen, met uitzondering van de vennootschappen met een sociaal oogmerk, vermoed, tot bewijs van het tegendeel, een winst oogmerk na te streven.

Les exonérations visées à l'alinéa 1^{er} ne sont pas accordées lorsque l'occupant octroie un gain excessif au contribuable, par le paiement d'un loyer ou d'une autre somme d'argent, qui est démesuré par rapport aux conditions de marché. Le service désigné par le Gouvernement peut, à tout moment, demander au contribuable une copie du contrat liant le contribuable et l'occupant.

Pour l'application de l'alinéa précédent, la valeur monétaire des avantages en faveur du contribuable ou de ses proches, dans une relation avec l'occupant, est considérée comme faisant partie du loyer.

§ 2. Sur demande du contribuable, est exonéré du précompte immobilier, le revenu cadastral des biens immobiliers ou des parties de biens immobiliers qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

a) être utilisés exclusivement comme lieu où se pratique l'exercice public d'un culte d'une religion reconnue ou de l'assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle ;

b) être accessibles au public ;

c) être utilisés fréquemment pour des événements de culte ou d'assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle ;

d) être gérés par un établissement local, reconnu par l'autorité compétente, chargée de la gestion du temporel du culte, ou par un établissement d'assistance morale du Conseil central laïque.

Ne sont pas visés par l'exonération mentionnée à l'alinéa précédent :

a) les biens immobiliers ou parties de biens immobiliers utilisés comme habitation, ou équipés pour une telle utilisation ;

b) les salles de fête ou de réunion, à moins que ne soit apportée la preuve qu'il s'agit là du lieu principal d'exercice public du culte ou de l'assistance morale et que des événements de culte ou d'assistance morale s'y tiennent en moyenne au moins trois fois par semaine.

§ 3. Sur demande du contribuable, est exonéré du précompte immobilier, le revenu cadastral des biens immobiliers ou des parties de biens immobiliers utilisés quasi exclusivement comme établissement d'enseignement subventionné, y compris artistique, et pour des activités directement liées à celui-ci.

§ 4. Sur demande du contribuable, est exonéré du précompte immobilier, le revenu cadastral des biens immobiliers ou des parties de biens immobiliers utilisés quasi exclusivement comme établissement d'enseignement subventionné, y compris artistique, et pour des activités directement liées à celui-ci.

Sur demande du contribuable, est exonéré du précompte immobilier, le revenu cadastral des salles, terrains et pistes exclusivement utilisés pour la pratique collective de sports dans le cadre des activités de clubs sportifs amateurs.

Cette exonération ne peut être accordée que si un ou plusieurs sports sont enseignés à l'endroit concerné.

Cette exonération est aussi applicable aux installations attenantes ou situées à proximité immédiate, indispensables à la pratique de ces sports ou à l'accueil de l'équipe adverse ou des arbitres lors des compétitions sportives, telles des vestiaires, douches, ou buvettes.

De vrijstellingen bedoeld in het eerste lid worden niet toegekend indien de gebruiker een buitengewone winst toekent aan de belastingplichtige door de betaling van huur of enige andere geldsom, die buitensporig is ten opzichte van de marktvoorwaarden. De dienst aangewezen door de Regering kan, op elk ogenblik, de belastingplichtige om een kopie vragen van de overeenkomst tussen de belastingplichtige en de gebruiker.

Voor de toepassing van het vorige lid, wordt de geldelijke waarde van de voordelen ten bate van de belastingplichtige of zijn verwanten, in de verhouding met de gebruiker, beschouwd als deel uitmakend van de huur.

§ 2. Op verzoek van de belastingplichtige, wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing, het kadastraal inkomen van onroerende goederen of delen van onroerende goederen die aan volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

a) uitsluitend worden gebruikt als plaats voor het openbaar uitoefenen van een eredienst van een erkende godsdienst of van de morele dienstverlening op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing ;

b) toegankelijk voor het publiek zijn ;

c) regelmatig worden gebruikt voor evenementen van eredienst of van morele dienstverlening op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing ;

d) worden beheerd door een plaatselijke instelling, erkend door de bevoegde overheid, belast met het beheer van de temporaliën van de eredienst, of door een instelling voor morele dienstverlening van de Centrale Vrijzinnige Raad.

Worden niet beoogd door de vrijstelling vermeld in het vorige lid :

a) de onroerende goederen of delen van onroerende goederen gebruikt als woning of uitgerust voor zulk gebruik ;

b) de feestzalen of vergaderzalen, tenzij het bewijs wordt aangebracht dat het gaat over de hoofdplaats van de openbare uitoefening van de eredienst of de morele dienstverlening en dat evenementen van de eredienst of de morele dienstverlening er gemiddeld minstens drie keer per week worden gehouden.

§ 3. Op verzoek van de belastingplichtige, wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing, het kadastraal inkomen van de onroerende goederen of delen van onroerende goederen die bijna uitsluitend worden gebruikt door de jeugdbewegingen erkend door de Gemeenschappen of door een vergelijkbare instantie die erkend is door een Lidstaat van de Europese Unie.

§ 4. Op aanvraag van de belastingplichtige, wordt vrijgesteld van onroerende voorheffing, het kadastraal inkomen van onroerende goederen of delen van onroerende goederen die nagenoeg exclusief gebruikt worden als instellingen voor gesubsidieerd onderwijs, met inbegrip van het kunstonderwijs, en voor activiteiten die rechtstreeks verband houden daarmee.

Op verzoek van de belastingplichtige, wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing, het kadastraal inkomen van zalen, terreinen en pisten uitsluitend gebruikt voor het collectief beoefenen van sport in het kader van activiteiten van amateursportclubs.

Deze vrijstelling kan enkel worden toegekend indien één of meerdere sporten worden onderwezen op de betrokken plaats.

Deze vrijstelling is ook van toepassing op de aanpalende of in onmiddellijke nabijheid gelegen installaties, die onontbeerlijk zijn voor het beoefenen van deze sport of voor de ontvangst van de tegenstander of de scheidsrechters bij sportwedstrijden, zoals vestiaires, douches of de kantine.

Une salle, un terrain ou une piste, pourvus de gradins ou tribunes pouvant accueillir plus de 500 spectateurs sont présumés, jusqu'à preuve du contraire, ne pas être utilisés que par des clubs sportifs amateurs.

Un club de sport qui rémunère ses joueurs est présumé, jusqu'à preuve du contraire, ne pas être un club sportif amateur.

§ 5. Sur demande du contribuable, est exonéré du précompte immobilier, le revenu cadastral des biens immobiliers ou des parties de biens immobiliers exclusivement utilisés comme hôpital, clinique, dispensaire, maison de repos, home de vacances pour enfants ou personnes pensionnées ou maison d'orphelins.

§ 6. Sur demande du contribuable, est exonéré du précompte immobilier, le revenu cadastral des biens immobiliers ou des parties de biens immobiliers proportionnellement au temps pendant lequel ils sont exclusivement utilisés pour les centres où sont fournis des soins physiques ou psychiques à la population, les dispensaires, ainsi que l'hébergement, l'accueil ou le logement de personnes sans abri, de personnes handicapées, de patients psychiatriques ou de réfugiés, dans la mesure où ils ne sont pas visés au paragraphe 5.

L'exonération est subordonnée à la production d'un document datant de moins d'un an concernant l'utilisation des biens immobiliers ou parties de biens immobiliers, montrant que les conditions reprises au premier alinéa sont remplies. Le contribuable ou l'occupant demande ce document à l'organisme public subsidiant l'occupant. À défaut d'organisme public subsidiant l'occupant à même de statuer sur l'utilisation et les conditions, le contribuable doit démontrer que les conditions de l'exonération sont remplies au service désigné par le Gouvernement.

Sous peine de nullité, les documents visés à l'alinéa précédent doivent mentionner :

1. pour quelle utilisation ou quelles utilisations, mentionnées au premier alinéa, le bien immobilier est utilisé ;
2. le nom et l'adresse du contribuable ou des contribuables et de l'occupant ou des occupants ;
3. le numéro d'entreprise du contribuable et de l'occupant, si le contribuable ou l'occupant est une personne morale ;
4. le numéro de registre national du contribuable et de l'occupant, si le contribuable ou l'occupant est une personne physique ;
5. le revenu cadastral de la parcelle cadastrale ou les revenus cadastraux des parcelles cadastrales ;
6. le numéro de la parcelle cadastrale ou les numéros des parcelles cadastrales ;
7. la période au cours de laquelle les biens immobiliers et des parties de biens immobiliers étaient utilisés exclusivement pour des finalités visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 7. Est exonéré du précompte immobilier, le revenu cadastral des biens immobiliers ou des parties de biens immobiliers exclusivement utilisés pour une combinaison de finalités ou d'utilisations visées par les paragraphes 2 à 6.

§ 8. Est exonéré du précompte immobilier, sous condition de réciprocité, le revenu cadastral des biens immobiliers qu'un État étranger a affectés à l'installation de ses missions diplomatiques ou consulaires ou d'institutions culturelles ne se livrant pas à des opérations à caractère lucratif.

Est exonéré du précompte immobilier, le revenu cadastral des biens immobiliers ou parties de biens immobiliers qui appartiennent à un État étranger ou à une organisation de droit international public.

Een zaal, een terrein of een piste, voorzien van banken of tribunes die meer dan 500 toeschouwers kunnen ontvangen, wordt vermoed, tot bewijs van het tegendeel, niet uitsluitend te worden gebruikt door amateursportclubs.

Een sportclub die zijn spelers een vergoeding verleent, wordt, tot bewijs van het tegendeel, vermoed geen amateursportclub te zijn.

§ 5. Op verzoek van de belastingplichtige, wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing, het kadastraal inkomen van onroerende goederen of delen van onroerende goederen die uitsluitend worden gebruikt als hospitaal, kliniek, dispensarium, rusthuis, vakantiehuis voor kinderen of gepensioneerden, of weeshuis.

§ 6. Op verzoek van de belastingplichtige, wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing, het kadastraal inkomen van onroerende goederen of delen van onroerende goederen proportioneel met de periode waarin zij uitsluitend worden gebruikt voor de centra waar fysieke of psychische zorgen worden verleend aan de bevolking, de dispensaria alsook de accommodatie, de opvang of de huisvesting van daklozen, gehandicapte personen, psychiatrische patiënten of vluchtelingen, voor zover zij niet worden bedoeld in paragraaf 5.

De vrijstelling is onderworpen aan het verkrijgen van een document van minder dan één jaar oud betreffende het gebruik van onroerende goederen of delen van onroerende goederen waaruit blijkt dat de voorwaarden bedoeld in het eerste lid vervuld zijn. De belastingplichtige of de gebruiker vraagt dit document aan bij een overheidsinstelling die de gebruiker subsidieert. Bij gebrek aan een overheidsinstelling die de gebruiker subsidieert en die in staat is om het gebruik en de voorwaarden te beoordelen, dient de belastingplichtige bij de dienst aangewezen door de Regering te bewijzen dat de voorwaarden van de vrijstelling vervuld zijn.

Op straffe van nietigheid, vermelden de documenten bedoeld in het vorige lid het volgende :

1. voor welk doeleinde of welke doeleinden, vermeld in het eerste lid, het onroerend goed wordt gebruikt ;
2. de naam en het adres van de belastingplichtige of belastingplichtigen en de gebruiker of gebruikers ;
3. het ondernemingsnummer van de belastingplichtige en de gebruiker, indien respectievelijk de belastingplichtige of de gebruiker een rechtspersoon is ;
4. het rijksregisternummer van de belastingplichtige en de gebruiker, indien respectievelijk de belastingplichtige of de gebruiker een natuurlijke persoon is ;
5. het kadastraal inkomen van het kadastraal perceel of de kadastrale inkomens van de kadastrale percelen ;
6. het nummer van het kadastraal perceel of de nummers van de kadastrale percelen ;
7. de periode tijdens welke de onroerende goederen en delen van onroerende goederen uitsluitend werden gebruikt voor de doeleinden bedoeld in het eerste lid.

§ 7. Wordt vrijgesteld van onroerende voorheffing, het kadastraal inkomen van onroerende goederen of delen van onroerende goederen die uitsluitend worden gebruikt voor een combinatie van doeleinden bedoeld in de paragrafen 2 tot en met 6.

§ 8. Wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing, op voorwaarde van wederkerigheid, het kadastraal inkomen van onroerende goederen die een vreemde Staat heeft bestemd tot de huisvesting van zijn diplomatieke of consulaire missies of van culturele instellingen die zich niet met verrichtingen van winstgevend aard bezighouden.

Wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing, het kadastraal inkomen van onroerende goederen of delen van onroerende goederen die toebehoren aan een vreemde Staat of aan een instelling van internationaal publiek recht.

§ 9. Est exonéré du précompte immobilier, le revenu cadastral des biens immobiliers qui ont le caractère de domaines nationaux, sont improductifs par eux-mêmes et sont affectés à un service public ou d'intérêt général.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, il n'y a pas d'exonération lorsque le bien immobilier appartient, en propriété ou en copropriété :

1° soit à une Communauté, à une Région ou à une personne de droit public qui dépend d'une telle institution ;

2° soit à l'autorité fédérale, à un organisme fédéral d'intérêt public ou à une entreprise fédérale publique autonome, si et seulement s'il s'agit d'un bien immobilier visé à l'article 63, § 2, alinéa 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. ».

CHAPITRE 5. — *Prime destinée à encourager l'accès à la propriété en Région de Bruxelles-Capitale*

Art. 13. Dans le cadre de l'application du présent chapitre, les notions reprises ci-après doivent être comprises comme suit :

1° ménage :

– soit l'ensemble des personnes qui, conformément à l'article 3, 9°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, composent un ménage ;

– soit la personne inscrite comme personne isolée au registre de population ou au registre des étrangers ;

2° habitation : un bien immobilier qui est destiné au logement, y compris les dépendances qui sont l'accessoire habituel et souvent indispensable du logement ;

3° être domicilié dans une habitation : être inscrit au registre de population ou au registre des étrangers à l'adresse de cette habitation ;

4° titulaire d'un droit réel sur l'habitation : le plein propriétaire, possesseur, emphytéote, superficière ou usufruitier du bien immobilier concerné ;

5° prime : la prime destinée à encourager l'accès à la propriété de l'habitation propre en Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 14. § 1^{er}. Une prime annuelle de 120 euros par ménage est due pour une habitation, si au moins un membre du ménage est titulaire d'un droit réel sur cette habitation dans laquelle le ménage est domicilié.

§ 2. La prime visée au paragraphe précédent est due au contribuable qui reçoit l'avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier pour l'habitation ou les habitations visées au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités et les procédures selon lesquelles il est déterminé si la prime est due et à qui celle-ci sera versée.

Le Gouvernement détermine également les modalités et les procédures concernant le paiement de cette prime.

§ 4. Pour l'application du présent article, la situation au 1^{er} janvier de l'année pour laquelle la prime est due doit être prise en compte.

Art. 15. § 1^{er}. S'il s'avère que la décision d'octroi de la prime a eu lieu sur la base de données erronées, le fonctionnaire désigné pour ce faire par le Gouvernement peut procéder au retrait de cette prime.

S'il envisage d'agir de la sorte, il doit en informer la personne à laquelle la prime a été octroyée, par voie postale.

§ 9. Wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing, het kadastraal inkomen van onroerende goederen die de aard hebben van nationale domeingooderen, op zichzelf onproductief zijn en bestemd zijn tot de openbare dienst of het algemeen belang.

In afwijking van het eerste lid, wordt geen vrijstelling verleend als het onroerend goed in eigendom of medeigendom toebehoort aan :

1° ofwel een Gemeenschap, een Gewest of een publiek-rechtelijke persoon die onder een zodanige instelling ressorteert ;

2° ofwel de federale overheid, een federale instelling van openbaar nut of een federaal autonoom overheidsbedrijf, uitsluitend inzake de eigendommen bedoeld in artikel 63, § 2, tweede lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. ».

HOOFDSTUK 5. — *Premie ter aanmoediging van het bezit van zijn eigen woning in het brussels hoofdstedelijk gewest*

Art. 13. In het kader van de toepassing van dit hoofdstuk, dienen de hierna opgesomde begrippen als volgt te worden begrepen :

1° gezin :

– ofwel het geheel van de personen die, overeenkomstig artikel 3, 9°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, deel uitmaken van eenzelfde gezin ;

– ofwel een persoon die als alleenstaande is ingeschreven in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister ;

2° woning : een onroerend goed dat tot huisvesting bestemd is, met inbegrip van de bijhorigheden die de gewone en meestal onontbeerlijke aanvulling van de huisvesting zijn ;

3° gedomicilieerd zijn in een woning : ingeschreven zijn in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister op het adres van die woning ;

4° houder van een zakelijk recht op de woning : de volle eigenaar, bezitter, erfpachter, opstalhouder of vruchtgebruiker van het betrokken onroerend goed ;

5° premie : de premie ter aanmoediging van het bezit van een eigen woning in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 14. § 1. Indien minstens één gezinslid houder is van een zakelijk recht op een woning waarin het gezin gedomicilieerd is, dan is er voor deze woning een premie van 120 euro per gezin per jaar verschuldigd.

§ 2. De in voorgaande paragraaf bedoelde premie komt toe aan de belastingplichtige die het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing ontvangt voor de in paragraaf 1 vermelde woning of woningen.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedures volgens welke wordt vastgesteld of de premie verschuldigd is en aan wie deze zal worden uitbetaald.

De Regering stelt daarnaast ook de modaliteiten en de procedures vast betreffende de uitbetaling van deze premie.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel, moet worden uitgegaan van de toestand zoals deze bestond op 1 januari van het jaar waarvoor de premie verschuldigd is.

Art. 15. § 1. Indien blijkt dat de beslissing tot toekenning van de premie gebeurde op basis van foutieve gegevens, dan kan de daartoe door de Regering aangewezen ambtenaar ertoe overgaan om deze premie in te trekken.

Indien hij overweegt om dit te doen, dan moet hij de persoon aan wie de premie werd toegekend hiervan per post op de hoogte brengen.

La personne à laquelle la prime a été octroyée a alors un délai de trente jours, à compter du septième jour qui suit l'envoi de la lettre mentionnée à l'alinéa précédent, pour présenter par écrit ses éventuelles observations.

Après l'expiration de cette période de trente jours, le fonctionnaire susmentionné peut prendre la décision de retirer la prime.

Cette décision est communiquée à la personne à laquelle la prime a été octroyée, par voie postale.

§ 2. La décision de retrait de la prime comporte aussi, le cas échéant, une demande de remboursement de la prime reçue, dans les soixante-deux jours à compter du jour qui suit le jour auquel la personne à qui la prime a été payée a pu, en tout vraisemblance, avoir connaissance de cette décision, c'est-à-dire, sauf preuve contraire, le septième jour qui suit la date d'envoi de la décision de retrait à la personne à laquelle la prime a été payée, telle qu'elle figure sur le document envoyé.

En cas d'absence de remboursement de l'intégralité du montant de la prime dans le délai susmentionné, le fonctionnaire désigné pour ce faire par le Gouvernement décerne une contrainte. La contrainte décernée est visée et rendue exécutoire par le même fonctionnaire.

La contrainte est signifiée par exploit d'huissier ou notifiée par envoi postal recommandé ou par recommandé électronique.

Art. 16. § 1^{er}. Le fonctionnaire habilité pour ce faire par le Gouvernement peut infliger une amende administrative d'un montant de 1.000 euros à toute personne à laquelle la prime visée à l'article 14 a été payée à tort s'il peut être prouvé que cette personne a agi de manière frauduleuse ou a menti, dans le cadre de l'octroi de cette prime.

§ 2. Si le fonctionnaire désigné par le Gouvernement pour infliger des amendes administratives envisage d'infliger une amende administrative sur la base du paragraphe précédent, il doit alors en informer, par courrier recommandé, la personne à qui la prime a été payée.

La personne à qui la prime a été payée, a alors un délai de trente jours, à compter du septième jour qui suit la date d'envoi de ce courrier, pour transmettre par écrit ses remarques éventuelles.

Après l'expiration de ce délai de trente jours, le fonctionnaire précité peut prendre la décision d'infliger une amende administrative.

§ 3. La décision et la demande de paiement de l'amende administrative sont notifiées par courrier recommandé à la personne à qui la prime a été payée.

L'amende administrative doit être payée dans un délai de soixante-deux jours, à compter du septième jour qui suit la date d'envoi de cette demande de paiement.

§ 4. Si le montant de l'amende n'est pas entièrement payé dans le délai susmentionné, le fonctionnaire désigné pour ce faire par le Gouvernement décerne une contrainte. La contrainte décernée est visée et rendue exécutoire par le même fonctionnaire.

La contrainte est signifiée par exploit d'huissier ou notifiée par envoi postal recommandé ou par recommandé électronique.

De persoon aan wie de premie werd toegekend heeft dan dertig dagen, te rekenen vanaf de zevende dag na de verzending van de in het voorgaande lid vermelde brief, om zijn eventuele opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Na het verstrijken van deze periode van dertig dagen, kan de voornoemde ambtenaar de beslissing nemen tot intrekking van de premie.

Deze beslissing wordt aan de persoon aan wie de premie werd toegekend per post meegedeeld.

§ 2. De beslissing tot intrekking van de premie bevat desgevallend ook een verzoek om de ontvangen premie terug te storten binnen tweeënzestig dagen, te rekenen vanaf de dag na de dag waarop de persoon aan wie de premie werd uitbetaald er vermoedelijk kennis heeft van kunnen nemen. Dit wil, tot bewijs van tegendeel, zeggen vanaf de zevende dag volgend op de datum van verzending van de beslissing tot intrekking aan de persoon aan wie de premie werd uitbetaald, zoals deze vermeld is op het verzonden stuk.

Indien de terugbetaling van het volledige bedrag van de premie niet binnen voornoemde termijn gebeurt, vaardigt de daartoe door de Regering aangewezen ambtenaar een dwangbevel uit. Het uitgevaardigde dwangbevel wordt door dezelfde ambtenaar geïmplementeerd en uitvoerbaar verklaard.

Het dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaarderexploot of ter kennis gebracht bij aangetekende zending of elektronisch aangetekende zending.

Art. 16. § 1. De door de Regering daartoe gemachtigde ambtenaar kan een administratieve geldboete van 1.000 euro opleggen aan elke persoon aan wie een in artikel 14 bedoelde premie ten onrechte werd uitbetaald indien kan worden aangetoond dat deze persoon op bedrieglijke wijze handelde of dat hij gelogen heeft, in het kader van de toekenning van deze premie.

§ 2. Indien de ambtenaar aangewezen door de Regering om administratieve geldboeten op te leggen overweegt om een administratieve geldboete op te leggen overeenkomstig vorige paragraaf, dan moet hij de persoon aan wie de premie werd uitbetaald hiervan per aangetekende brief op de hoogte brengen.

De persoon aan wie de premie werd uitbetaald, heeft dan een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de zevende dag volgende op de datum van deze brief, om zijn eventuele opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Na het verstrijken van deze termijn van dertig dagen, kan de voornoemde ambtenaar de beslissing nemen om een administratieve geldboete op te leggen.

§ 3. De beslissing en het verzoek tot betaling van de boete worden aan de persoon aan wie de premie werd uitbetaald per aangetekende brief ter kennis gebracht.

De administratieve geldboete moet betaald worden binnen een termijn van tweeënzestig dagen, te rekenen vanaf de zevende dag volgende op de datum van verzending van dit verzoek tot betaling.

§ 4. Indien de betaling van het volledige bedrag van de boete niet binnen voornoemde termijn gebeurt, vaardigt de daartoe door de Regering aangewezen ambtenaar een dwangbevel uit. Het uitgevaardigde dwangbevel wordt door dezelfde ambtenaar geïmplementeerd en uitvoerbaar verklaard.

Het dwangbevel wordt betekend bij gerechtsdeurwaarderexploot of ter kennis gebracht bij aangetekende zending of elektronisch aangetekende zending.

Art. 17. Le chapitre XI de l'ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale est abrogé.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le chapitre XI de l'ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale reste applicable pour les primes octroyées sur la base de la situation au 1^{er} janvier 2016 ou au 1^{er} janvier 2017.

CHAPITRE 6. — *Entrée en vigueur*

Art. 18. La présente ordonnance, hormis son article 5, entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2018.

L'article 5 de la présente ordonnance ne s'applique que pour l'exercice d'imposition 2017.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 novembre 2017.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,

C. FREMAULT

—
Note

Session ordinaire 2016-2017.

Documents du Parlement :

A-554/1 Projet d'ordonnance.

Session ordinaire 2017-2018

A-554/2 Rapport.

Compte rendu intégral : 27 octobre 2017.

Discussion : séance du jeudi 26 octobre 2017.

Adoption : séance du vendredi 27 octobre 2017.

Art. 17. Het hoofdstuk XI van de ordonnantie van 12 december 2016 houdende het tweede deel van de fiscale hervorming wordt opgeheven.

In afwijking van het voorgaande lid, blijft het hoofdstuk XI van de ordonnantie van 12 december 2016 houdende het tweede deel van de fiscale hervorming van toepassing voor de premies toegekend op basis van de situatie op 1 januari 2016 of 1 januari 2017.

HOOFDSTUK 6. — *Inwerkingtreding*

Art. 18. Deze ordonnantie, uitgezonderd artikel 5, treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2018.

Artikel 5 van deze ordonnantie is slechts van toepassing voor het aanslagjaar 2017.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 november 2017.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

—
Nota

Gewone zitting 2016-2017

Documenten van het Parlement :

A-554/1 Ontwerp van ordonnantie.

Gewone zitting 2017-2018

A-554/2 Verslag.

Integraal verslag : 27 oktober 2017.

Bespreking : vergadering van donderdag 26 oktober 2017.

Aanneming : vergadering van vrijdag 27 oktober 2017.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2017/206264]

Personnel. — Démission

Par arrêté royal du 31 octobre 2017, qui produit ses effets le 15 septembre 2017, démission de ses fonctions est accordée, à sa demande, à Mme MEULEMANS Isabelle, conseiller au Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2017/206264]

Personeel. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 31 oktober 2017, dat uitwerking heeft met ingang van 15 september 2017, wordt, op haar verzoek, ontslag uit haar functies verleend aan Mevr. MEULEMANS Isabelle, adviseur bij de Federale Overheidsdienst Kanselarij van de Eerste Minister.